

Bulletin d'histoire politique

L'opinion des Canadiens français envers le général Charles de Gaulle et le maréchal Philippe Pétain: 1940-1946

Fabrice Mosseray



Volume 3, Number 3-4, Summer 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063484ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063484ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mosseray, F. (1995). L'opinion des Canadiens français envers le général Charles de Gaulle et le maréchal Philippe Pétain: 1940-1946. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 168-177. <https://doi.org/10.7202/1063484ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'OPINION DES CANADIENS FRANÇAIS ENVERS LE GÉNÉRAL CHARLES DE GAULLE ET LE MARÉCHAL PHILIPPE PÉTAIN: 1940-1946

Fabrice Mosseray

Étudiant au département d'histoire, Université Laval

Lorsque la convention d'armistice franco-allemande est signée le 22 juin 1940, à Rethondes, les Canadiens français ont peine à réaliser que la France a été vaincue. Cette France qui avait si courageusement résisté aux assauts teutoniques de la Grande Guerre, dont elle avait presque supporté tout le poids à elle seule, avait été défaite en moins de six semaines par les forces du III^e Reich. Seule demeure alors l'Angleterre, ultime bastion face à la tyrannie nazie. Si le fléau de la guerre menace à nouveau le Canada, le spectre de la division engendrée par la participation active du Canada aux affaires de l'Empire inspire des craintes bien justifiées.

En guerre depuis le 10 septembre 1939, le Canada est engagé une fois de plus aux côtés de l'Angleterre. Le gouvernement libéral de Mackenzie King est pris entre deux feux: d'une part les orangistes en faveur de la conscription, d'autre part les francophones nationalistes partisans de la neutralité et évidemment opposés à tout envoi de troupes. S'il paraît tout à fait normal aux Canadiens anglais de voler au secours de la mère patrie, il n'en est nullement de même pour les francophones. Ceux-ci ne se sentent pas concernés par les affaires de l'Empire.

Déjà, la guerre des Boers avait divisé les deux communautés linguistiques sur cette délicate question. La Première Guerre mondiale avait laissé de pénibles souvenirs encore bien frais dans la mémoire des francophones. En plus du lourd tribut payé sur les champs de bataille, la conscription de 1917 eut droit à son lot d'horreur: à Québec, des régiments venus de l'Ontario ouvrirent le feu sur les manifestants. Finalement, le gouvernement tranche en décidant que le Canada aiderait l'Angleterre par l'enrôlement volontaire et non par la conscription.

Si les Canadiens français ne veulent pas se battre pour l'Angleterre, ils ne sont pas très emballés à l'idée de faire pour la France. Beaucoup

considèrent que la capitulation française signifie la fin de la guerre. Au moment où la France dépose les armes, les nouvelles ne sont guère brillantes. Presque toute l'Europe est sous le joug nazi, l'Italie est alliée à Hitler, l'URSS a signé un pacte avec ce dernier, le corps expéditionnaire anglo-canadien a évité de justesse l'anéantissement en étant évacué à Dunkerque, l'Angleterre reste seule et se prépare à résister au blitz. Il semble d'ailleurs indéniable qu'elle capitulera dans peu de temps. Et les États-Unis restent neutres et isolationnistes.

Des rapports très limités

À cette époque, le Québec et la France entretiennent des rapports très limités: peu de relations commerciales et pas de représentations diplomatiques de haut niveau. En ce qui concerne les échanges culturels, ils sont importants mais canalisés par le clergé et par l'élite de la société canadienne-française¹. Pour le commun des mortels, la chute de la France, la mère patrie, a surpris et ému, mais peu de Canadiens français sont prêts à prendre les armes afin de la délivrer. Les affaires de l'Empire ne regardent que les Canadiens anglais et, tout comme les États-Unis, mieux vaut rester en dehors de tout cela. Quant à la politique intérieure française, elle n'intéresse que le clergé et l'élite nationaliste.

Pétain, c'est Verdun!

Lorsque Philippe Pétain remplace le président Paul Reynaud le 16 juin 1940, les Canadiens français ont la même réaction que les Français, grâce au clergé et à l'élite: ils voient en lui un sauveur. Ce grand soldat fait preuve d'un courage exemplaire en acceptant de faire don de sa personne à la France pour atténuer ses malheurs.

Terrorisés par les bombardements, traumatisés par l'exode et conscients que leur pays est à la dérive faute d'unité nationale, les Français, à la suite de l'effondrement des institutions politiques de la III^e République, se rassemblent autour du maréchal Pétain:

Le prestige insoupçonné du «plus illustre Français» et les certitudes d'une parole religieusement écoutée apportent des réponses rassurantes. Personne ne pouvant prétendre «être plus français que lui», penser Pétain reste la seule et unique façon de continuer à penser Français. Tout concourt à persuader qu'aucune issue n'existe en dehors de l'attente patiente et obéissante?

Le héros de Verdun prend l'image du sauveur de la France dont il est le père et le chef. Dans la tourmente, il semble savoir ce qu'il veut et où il va. Il est le point de ralliement. Le gouvernement de Vichy apparaît comme

une solution temporaire, la seule envisageable dans cette période terrible: cuisante défaite militaire, problèmes de ravitaillement, des milliers de prisonniers en route pour l'Allemagne, effondrement des institutions politiques de la III^e République. Les Français vont même jusqu'à associer la défaite à un châtement, à une punition divine. Ainsi, Pétain peut déclarer: «Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié»³. L'Église, rangée elle aussi derrière Pétain, sert de porte-parole et constitue une fidèle alliée.

La Révolution nationale est inaugurée le même jour que l'avènement officiel du régime de Vichy. Pétain annonce aux Français un redressement intellectuel et moral. Son objectif est de transformer les structures de la société française, en réaction contre le système républicain, le capitalisme libéral, l'individualisme et l'universalisme de la société moderne⁴. Le régime en tire sa critique de l'individualisme responsable d'un déracinement de l'homme de sa condition originelle. Il réaffirme la primauté des structures «naturelles» d'encadrement, les communautés organiques que sont la Nation, la Famille, la Profession⁵.

La politique de Vichy se fait connaître au Québec par le biais du clergé et des nationalistes. Ceux-ci applaudissent l'arrivée au pouvoir de Pétain et le programme idéologique de Vichy. Marc Ferro, dans son *Pétain*, affirme:

qu'en vérité, dans les années de guerre, la doctrine de Pétain essaima, et notamment au Québec, où la chute de la France créa une véritable onde de choc qui se propagea dans toutes les provinces du pays. (...) Sans doute, les milieux francophones moins liés au clergé étaient-ils plus réservés (...); mais la presse catholique, largement majoritaire chez les Québécois, servait de relais à l'idéologie pétainiste, du moins jusqu'en 1942⁶.

Si la politique pétainiste est populaire chez les religieux et les nationalistes, c'est parce qu'ils partagent les mêmes valeurs. Jusqu'à la fin de la guerre, ils prendront la défense du Maréchal, justifiant chacun de ses actes et ce jusqu'à dénoncer toute décision émanant d'Ottawa ou de Londres pouvant affecter la politique de Vichy. Citons ici, en exemple, la décision de Londres de reconnaître le gouvernement provisoire du général de Gaulle ou encore la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Vichy et plus tard entre Ottawa et Vichy. Malgré la rencontre de Hitler et de Pétain à Montoire — d'où date la politique de collaboration — et le drame de Mers-el-Kébir — où la flotte anglaise ouvre le feu sur la flotte française —, la presse clérico-nationaliste ne démord pas de son appui au Maréchal.

À cette époque, la société canadienne-française est fortement dominée par le clergé et imprégnée d'une mentalité très conservatrice. Le clergé est

très courtisé par la classe politique, car il constitue un allié sûr dans le maintien de l'ordre social⁷. De plus, c'est le clergé qui s'occupe de l'éducation. Du haut de leur chaire, les curés prescrivent la ligne de conduite à suivre:

Habité par une population qui, en 1941, était catholique à 86 %, le Québec resta profondément assujéti à l'influence du clergé, et ce dans tous les aspects de la vie du début du XX^e siècle. (...) le catholicisme au Québec était plus que symbolique. Son omniprésence se doubla d'une grande rigueur idéologique. Les prêtres encourageaient fortement l'assistance aux offices et, surtout, la confession. (...) Par le biais de brochures des confréries de dévotion et de brochures, l'Église exerçait une forte influence sur la moralité; la chaire servait à prévenir les paroissiens des dangers que représentait la société de consommation urbaine pour les valeurs familiales et traditionnelles⁸.

L'Église et l'État restent dominés par des forces déterminées à maintenir le statu quo et à renforcer les valeurs traditionnelles. La voix des mouvements progressistes ouvriers, des réformateurs politiques et des catholiques modérés est étouffée par le pouvoir des conservateurs qui contrôlaient les appareils de l'État et de l'Église⁹.

Partageant les mêmes idéaux, l'élite et le clergé vantent les doctrines pétainistes. Intellectuels conservateurs et religieux s'en donnent à cœur joie afin d'émettre leur position quant aux réalisations de Vichy, que ce soit du haut de leur chaire ou par le biais de journaux. C'est aussi l'occasion pour le clergé de régler ses comptes avec le communisme, la franc-maçonnerie et la Troisième République dont la politique de laïcisation est honnie par l'Église catholique. Par une série d'articles, clercs et catholiques s'en prennent aux représentants de la Troisième République qu'ils qualifient d'anticléricaux et qu'ils accusent d'être responsables de la débâcle de 1940. André Laurendeau de *L'Action nationale*:

En France, le travail de sape était particulièrement frappant. Nous avons vu ainsi, aux années 1936–1937, les radicaux–socialistes, qui étaient des possédants, conservant une vague tradition d'anticlérisme début du siècle, s'associer aux socialistes de Léon Blum et aux communistes de Thorez. Le bourgeois Daladier parcourait les rues de Paris, brandissant le poing. Dans une alliance aussi hétéroclite, ce ne sont jamais les modérés qui emportent le morceau. D'avance, ils ont perdu tous leurs avantages, ils se sont livrés aux éléments les plus avancés¹⁰.

La presse canadienne-française et Pétain

Alors que la presse anglophone accuse le maréchal Pétain de trahison et de collaboration, la presse francophone est divisée. Tout d'abord, la presse libérale est très embarrassée et hésite à prendre position. Si elle salue l'arrivée de Pétain au pouvoir en raison de sa popularité et de son charisme, elle se retrouve contrariée par la rencontre de Montoire, du choix de la politique de collaboration et par l'épineuse question de la flotte française. Elle est tiraillée entre deux sentiments: son attachement envers la France vaincue et sa solidarité envers le Commonwealth. La presse libérale, tels *Le Soleil* de Québec et *La Presse* de Montréal, ne prend ni le parti de la presse anglophone ni celui de la presse nationaliste mais se retranche tout simplement derrière une attitude discrète et réservée. Elle se borne à parler de la France à l'occasion d'événements extraordinaires seulement. Il faut dire que la politique intérieure française lui paraît moins importante qu'un autre sujet lui tenant plus à cœur, à savoir l'avenir de la participation canadienne à ce conflit mondial. Il faut reconnaître que la population en général est peu intéressée par la politique française. Robert Rumilly a écrit à ce sujet que:

la radio britannique et canadienne ne dénoncent pas seulement les «Huns» ou les «Boches», mais aussi le gouvernement établi par le maréchal Pétain à Vichy. Une véritable communauté de sentiment prévient la masse des Canadiens français en faveur du gouvernement Pétain. Mais sous le déferlement de la propagande, sans contre-partie [*sic*] possible, la plupart se taisent, quelques-uns se laissent persuader¹¹.

Le rôle du journal *Le Devoir*

La presse catholique et nationaliste appuie énergiquement ce grand catholique qu'est Pétain. Le quotidien qui s'illustre le plus est sans conteste *Le Devoir*, journal dont la clientèle est presque exclusivement composée d'intellectuels, de religieux, de catholiques et de nationalistes. Par le biais d'articles de son rédacteur-en-chef, Georges Pelletier, d'intellectuels nationalistes et catholiques, ou encore de clercs, ce quotidien véhicule la doctrine pétainiste. Le journal va jusqu'à publier les discours du maréchal. À titre d'exemple, le 23 novembre 1940, *Le Devoir* publie un discours sur l'éducation nationale. Un discours qui rappelle en tous points la nouvelle devise de l'État: Travail, Famille, Patrie. Ainsi, sur l'éducation, citons Philippe Pétain:

La discipline de l'école doit épauler la discipline de la famille. Ainsi, et ainsi seulement, se forment les hommes et les peuples forts. La vérité, c'est que

l'individu n'existe que par la famille, la société, la patrie dont il reçoit, avec la vie, tous les moyens de vivre. L'école française sera nationale avant tout parce que les Français n'ont pas plus haut intérêt commun que celui de la France. Toute maison divisée contre elle-même périra, dit l'Évangile. Nous entendons rebâtir la Maison France sur le roc inébranlable de l'unité française»¹².

Jusqu'en 1942, *Le Devoir* se fait l'ardent défenseur du régime de Vichy d'abord à cause du prestige de Pétain, ensuite à cause des valeurs traditionnelles et nationales prônées par ce dernier. Dénués de toute analyse, les éditoriaux de Georges Pelletier sont vendus à la cause pétainiste. Par contre, à partir de 1942, le quotidien modère ses ardeurs. Le journal publie moins d'articles et de discours du maréchal. S'il en est de même, ce n'est pas qu'il ait changé de camp. Nous ne pouvons constater qu'une sous-représentation du général de Gaulle. Nous remarquons un décroissement de l'opinion canadienne-française favorable à Pétain à travers la courbe que tracent les événements. Alors que les Canadiens français étaient à majorité pétainistes en 1940, ce n'est plus le cas deux ans plus tard¹³. Ils vont progressivement délaisser Pétain afin de se ranger derrière le général de Gaulle.

De Gaulle et les Canadiens français

Si l'appel du 18 juin n'a été entendu que par une poignée de Français, celui du 1^{er} août 1940 que le général a lancé aux Canadiens français a été complètement ignoré. Lors de cet appel, il leur demandait aide et appui au nom des origines communes et des liens culturels et historiques unissant le Canada français et la France, son berceau d'origine¹⁴.

Sachant que le Canada sera appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans ce conflit mondial, de Gaulle demande l'assistance du gouvernement canadien par le biais des francophones. Il tient à implanter un mouvement des Français libres au Canada¹⁵. Malgré de sérieux appuis du général Vanier, futur ambassadeur en France, du journaliste Louis Francœur et du cardinal Villeneuve, l'un des rares membres du clergé opposé à Vichy, le général de Gaulle, applaudi par la presse anglophone, ne commencera à connaître une relative popularité au Québec qu'à partir de 1942.

1942: le vent tourne

L'année 1942 constitue un point tournant. L'état d'esprit des Canadiens français a évolué en raison d'importants changements survenus tant sur la scène nationale qu'internationale. Tout d'abord, le plébiscite d'avril 1942 en faveur de la conscription a été accepté par 63,7 % des Canadiens. Renée Lescop ajoute:

Comme si le verdict de l'électorat ne suffisait pas, il leur (Canadiens français) faut aussi s'incliner devant la tournure des événements qui semble donner raison aux alliés et au général de Gaulle. Déjà au début de décembre 1941, l'entrée en guerre des États-Unis avait ébranlé les esprits. Fin décembre, le coup de Saint-Pierre et Miquelon fait grand effet sur le Canada¹⁶.

L'entrée en guerre des États-Unis et de l'URSS, le ralliement des îles de Saint-Pierre et Miquelon au camp de la France Libre, la rupture des relations diplomatiques entre le Canada et le gouvernement de Vichy le 9 novembre 1942 et l'invasion de la Zone libre, tels sont les principaux événements qui rendent de Gaulle populaire.

Un sondage réalisé le 6 juillet 1942 montre que les choses commencent à changer. À la question: «lequel de de Gaulle ou de Pétain sert mieux les intérêts de la France?», 39 % des Canadiens français sont en faveur du général de Gaulle alors que 39 % également appuient le maréchal Pétain¹⁷. Un facteur d'explication peut résider dans la thèse du bouclier et de l'épée qui est fort répandue chez les Canadiens français à cette époque: si Pétain symbolise la paix en France, de Gaulle personnifie la guerre, ce dont les Canadiens français ne veulent pas entendre parler. De plus, comme de Gaulle et son Comité français de la Libération nationale sont reconnus par Winston Churchill, la presse nationaliste ne peut qu'utiliser cet argument afin d'alimenter les sentiments anglophobes des Canadiens français. *Le Devoir* ne cesse de s'en prendre à lui:

Ce journal, au fur et à mesure qu'est reconnue par les alliés l'autorité du général de Gaulle, peut de moins en moins critiquer son action; il dénonce dès lors ses intentions. Le général de Gaulle est à nouveau accusé d'ambitions personnelles et de représenter la III^e République.(...). Ses journalistes craignent que l'œuvre de restauration nationale, menée par Vichy, soit réduite à néant¹⁸.

Quant à la presse libérale, face à la popularité montante de de Gaulle et aux succès remportés par la Résistance française, elle lui accorde plus d'attention qu'au début de la guerre. Par contre, au lendemain de la Libération, elle délaisse à nouveau la politique intérieure de la France afin de couvrir la libération du reste de l'Europe et l'avance des troupes canadiennes.

Entre temps, lors de sa visite au Canada en juillet 1944, le Général est chaleureusement accueilli par la population, que ce soit à Québec, à Montréal ou à Ottawa. *Le Devoir* tranche une fois de plus sur les autres journaux en maintenant sa position antigauilliste. Le quotidien accuse de Gaulle d'avoir pris le pouvoir par la force et grâce à l'appui des Alliés et rappelle que Pétain l'avait pris à la demande du gouvernement français. Le

général de Gaulle est aussi accusé de s'être allié aux communistes et d'être dupe de l'extrême gauche¹⁹.

Plus tard, *Le Devoir* tirera d'ailleurs à boulets rouges sur le Général à l'occasion du procès de Pétain. Ce sera l'occasion pour le clergé et quelques intellectuels nationalistes et traditionalistes de désavouer de Gaulle.

Le procès de Pétain

Le procès du maréchal Pétain suscite de vives passions. Il ravive les tensions créées par l'ambiguïté du régime de Vichy. Cette dernière, vécue, bien sûr, par les Français eux-mêmes, se traduit, ici au Québec, par les divergences de la presse²⁰. Alors que la presse anglophone maintient l'accusation de trahison, la presse libérale ne prend pas position. Considérant que c'est une affaire strictement française et désirant rester loyale envers le Commonwealth, elle préfère rester discrète.

La presse catholique et nationaliste défend énergiquement le Maréchal. Par le biais d'articles, les membres de l'élite et du clergé tentent de laver Pétain des accusations portées contre lui en rappelant son rôle crucial durant la déroute de 1940. En plus de s'en prendre de nouveau à la III^e République, ils louangent les réformes sociales et morales engendrées par Vichy. Cette presse nationaliste et catholique va jusqu'à établir un lien entre cette affaire et le contexte canadien. Ainsi, *Le Devoir* accuse Ottawa de se ranger aux côtés de Londres afin de s'en prendre aux francophones:

Quel intérêt Ottawa peut-il avoir à faire le même jeu ? Ce geste sans doute suggéré par Londres ne s'inspire guère du souci de notre unité nationale²¹.

La presse nationaliste s'attaque également à de Gaulle qu'elle soupçonne de vouloir écraser Vichy dans le but de rendre son gouvernement légitime, et ce en plus de vouloir restaurer la III^e République et d'être sous l'influence de la gauche. Elle soutient que Pétain n'est pas coupable, qu'il a fait son devoir et qu'il a sauvé ce que la défaite avait permis de sauver. Jugé en avril 1945, Pétain est condamné à mort en août. Sa peine est par la suite commuée en détention perpétuelle à l'île d'Yeu. Jusqu'à sa mort en 1951, sa popularité et la polémique entourant son procès ne cesseront de s'estomper. Toute trace du pétainisme disparaîtra ensuite avec la Révolution tranquille.

Conclusion

À l'inverse de Londres, d'Ottawa et de la population canadienne-anglaise qui soutiennent le général de Gaulle dès le lendemain de la défaite française, les Canadiens français choisissent le camp pétainiste. Ceux-ci ne restent

nullement indifférents à la popularité du maréchal Pétain et les réformes amorcées par Vichy reçoivent l'appui du clergé et de l'élite. Tout au long de la guerre, malgré l'accusation de collaboration avec l'ennemi, la presse nationaliste se fera le porte-parole de l'idéologie pétainiste.

À la suite d'une série d'événements qui modifient l'opinion des Canadiens français vis-à-vis le conflit mondial, le général de Gaulle voit sa popularité croître à partir de 1942. Malgré le procès de Pétain qui suscite un tollé chez les clérico-nationalistes, le pétainisme disparaît peu à peu de la scène politique canadienne-française. Le général de Gaulle est finalement reconnu comme étant l'homme fort de la France.

Si la Libération marque la fin de Vichy, elle déclenche également une chasse aux «collabos» et aux criminels de guerre. Ainsi, un certain nombre d'entre eux parviennent à fuir au Québec, et ce grâce à l'appui de nationalistes et de catholiques canadiens-français. Un des cas les plus célèbres est celui de Jacques Dugé, comte de Bernonville, surintendant de la police de Vichy et bras droit de Klaus Barbie, dit le «boucher de Lyon»²². Au centre d'un comité formé de clérico-nationalistes, l'historien Robert Rumilly parvient à leur procurer aide afin qu'ils puissent s'établir au Québec sans être inquiétés. Par exemple, le docteur Georges-Benoît Montel, qui collabora à Annecy avec les nazis, tombe sous la protection de Mgr Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, et de Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec. Mgr Vandry va jusqu'à intervenir auprès du premier ministre canadien Louis Saint-Laurent²³. De cette façon, MM. Arriaga et Nadeau affirment que:

La correspondance de l'époque trouvée dans les archives de Rumilly démontre que les nationalistes de droite gravitent autour de Camilien Houde, maire de Montréal, de René Chaloult, député nationaliste et père du drapeau québécois, du Dr Philippe Hamel, un des pères spirituels de la nationalisation de l'électricité, des frères Anatole et Guy Vanier, nationalistes connus, et de l'historien Robert Rumilly²⁴.

Bien des choses restent à être découvertes et à être écrites à propos de ces douloureux moments de notre histoire.

Notes

1. LESCOP, Renée, *Le pari québécois du général de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1981, p. 9.
2. LABORIE, Pierre, «Quarante millions de pétainistes?» dans *L'Histoire*, n° 129, janvier 1990, p. 138.
3. *Ibidem*, p. 138.
4. ROUSSO, Henry, «Qu'est-ce que la Révolution Nationale?» dans *L'Histoire*, n° 129, janvier 1990, p. 96.

5. *Ibidem*, p. 97.
6. FERRO, Marc, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987, p. 87.
7. DICKINSON, John A. et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Montmagny, Éditions du Septentrion, 1992, p. 273.
8. *Ibidem*, p. 259, 260, 261.
9. *Ibidem*, p. 283.
10. GUILLAUME, Sylvie, *Les Québécois et la vie politique française 1914–1969: Parentés et dissemblances*, Bordeaux, Presses de l'Université de Bordeaux, 1975, p. 90.
11. RUMILLY, Robert, *Maurice Duplessis et son temps, Tome I, 1890–1944*, Montréal, Fides, 1973, p. 580.
12. PÉTAIN, Philippe, *Pétain dans ses plus beaux textes*, Montréal, Fides, 1943, p. 44–45.
13. LAPALME, Georges-Émile, *Le bruit des choses réveillées*, Tome I, Montréal, Leméac, 1969, p. 271.
14. LESCOP, *op. cit.*, p. 11.
15. *Ibidem*, p. 12.
16. *Ibidem*, p. 13.
17. HALARY, Charles, *Montréal: un lieu pour les stratèges: de Gaulle et les Français de Montréal 1940–1970*, Montréal, UQAM, 1989, p. 26.
18. GUILLAUME, *op. cit.*, p. 116–117.
19. *Ibidem*, p. 120–121.
20. *Ibidem*, p. 145.
21. *Le Devoir*, 18 août 1945.
22. ARRIAGA, Gonzalo et Jean-François Nadeau, «Maréchal, nous voilà!» dans *Le Devoir*, 20 mai 1994.
23. *Ibidem*.
24. *Ibidem*.